



## LA POLITIQUE CONTRE LA STRATEGIE... TOUT CONTRE.

### RESUME

Si jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle la stratégie a été aux mains des militaires, elle est devenue au XX<sup>e</sup> siècle l'apanage des dirigeants politiques. Ils ont repris à leur compte tous ses aspects, de la préparation des forces au dimensionnement des corps expéditionnaires. Ils interviennent même dans la conduite des opérations.

C'est en créant un organisme de réflexion capable d'analyser de façon globale les enjeux de la restructuration, que les chefs militaires pourront reprendre, partiellement au moins, les commandes du pilotage de la mutation prochaine.

**CDT RODE  
Groupe C5**

## TABLE DES MATIERES

<b>1. LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DANS L'HISTOIRE:</b> .....	<b>3</b>
1.1. DU TEMPS DE LA SUPREMATIE DU MILITAIRE SUR LE POLITIQUE.....	3
1.2. L'EVOLUTION DES MENTALITES APRES LA PAIX .....	4
<b>2. LA SITUATION DE NOS JOURS.....</b>	<b>5</b>
2.1. LE CONTEXTE .....	5
2.2. LE CONCEPT D'EMPLOI DES FORCES NUCLEAIRES:.....	6
2.3. L'EMPLOI DES FORCES CONVENTIONNELLES:.....	7
2.3.1. <i>L'équipement des forces</i> .....	7
2.3.2. <i>L'engagement des forces et la conduite des opérations</i> .....	8
2.3.3. <i>Les affaires civilo-militaires</i> .....	9
<b>3. UNE NECESSAIRE ADAPTATION DES ARMEES: .....</b>	<b>10</b>
3.1. ADAPTER LES STRUCTURES.....	10
3.2. ADAPTER LE RECRUTEMENT .....	11

## INTRODUCTION

Lorsque Clausewitz écrivait au début du XIX<sup>e</sup> siècle que la guerre était le prolongement de la politique par d'autres moyens, il ignorait à quel point cette excroissance allait s'atrophier.

En effet, même s'il ne pouvait à l'époque prévoir le développement des médias et l'importance croissante de l'économie, de l'écologie et de la préservation de la vie, il avait cependant saisi ce qui allait devenir une donnée incontournable de la gestion des crises modernes, l'intérêt grandissant du pouvoir politique pour les affaires militaires. L'oeuvre de Clausewitz est donc toujours d'actualité et prend même une dimension dramatique pour les militaires : ils ont perdu toute autonomie dans la conception stratégique. La préparation technique des armées, la définition de leur format ou l'exécution des missions, points clé d'une stratégie nationale, sont entre les mains des hommes politiques. Ceci explique peut-être la pauvreté de réflexion stratégique, maintes fois signalée, des nouvelles générations d'officiers.

La stratégie militaire, qu'elle soit générale ou opérative est en effet étroitement dépendante ou subordonnée à la politique. Sa réussite est souvent tributaire d'un ensemble de facteurs non militaires, qui nécessitent une vision globale des enjeux et des situations. Les conflits deviennent de plus en plus complexes et nécessitent une analyse précise des menaces pesant tant sur les militaires que sur les états engagés dans le règlement du conflit.

Après avoir montré le rapprochement, en occident, du politique et du militaire à travers l'histoire, nous observerons combien l'influence politique pèse de plus en plus sur la stratégie générale. La préparation et l'engagement des forces, la conduite des opérations ont pris une telle importance pour un pays que les responsables politiques ne laissent plus de marge de manoeuvre aux chefs militaires. Nous verrons alors que si une réflexion stratégique militaire est nécessaire, elle perd de sa puissance aux yeux des hommes politiques si elle se limite au seul domaine des armes. Une adaptation de la formation militaire supérieure est donc nécessaire afin de rendre aux militaires l'entière maîtrise de leur art et, accessoirement, pour redorer le blason de la pensée stratégique militaire française moderne.

### 1. LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DANS L'HISTOIRE:

---

#### 1.1. Du temps de la suprématie du militaire sur le politique

Au 19<sup>e</sup>ème siècle, la stratégie est traditionnellement liée à la guerre comme la notion de puissance est liée à l'expansion territoriale. La guerre, à cette époque, devient donc légitime pour un pays puisqu'elle sert à accroître ses richesses et sa puissance. Mais l'idée de guerre comme continuation de la politique disparaît peu à peu à partir du

moment où le gouvernement s'efface progressivement devant le militaire ( le gouvernement français devant le maréchal JOFFRE en 1914).

L'Allemagne ira encore plus loin dès 1916 avec la revendication de LUDENDORFF d'une absence de subordination par rapport au pouvoir politique, qui aboutit à l'effacement total de ce pouvoir dans la conduite de la guerre. Il dit lui-même: " *La guerre et la politique servent la conservation du peuple. Mais la guerre reste la suprême expression de volonté de vie sociale. C'est pourquoi la politique doit servir la guerre.*"

Parallèlement à ces idées, la procession ininterrompue d'innovations technologiques (augmentation de la puissance de feu, cartographie, naissance de l'aviation...) poussent à l'accroissement des besoins financiers, humains et matériels nécessaires à la réalisation des efforts de guerre pour gagner le combat. L'état se mobilise, les industries produisent exclusivement pour le front et la nation envoie ses fils combattre pour la liberté. La guerre devient totale et le sacrifice humain est sans commune mesure avec les conflits précédents. Le nombre des morts et les atrocités trouvent leur paroxysme à travers les camps de la mort et les bombardements américains au Japon.

En 1945, les victimes d'Hiroshima et de Nagasaki, comme auparavant celles de Tokyo et de Dresde, n'étaient pas des combattants à part entière et ces cités ne constituaient pas des objectifs purement militaires. Il y eut, au cours de cette seconde guerre mondiale, inversion des vulnérabilités. Les populations civiles étaient prises pour cibles et les hostilités exerçaient leurs ravages aux arrières, autant sinon plus qu'à l'avant. C'était l'âge d'or de la force militaire comme seul moyen de résoudre tous les problèmes.

Cependant, la paix revenue, les témoignages et les enquêtes se multiplient et révèlent au grand jour les réalités de cette guerre. Le constat est terrible, plus de 8 millions de morts, des économies saignées à blanc et des souffrances humaines terribles dans les camps d'extermination.

Cette mutation des conflits a suscité une lente mais inébranlable prise de conscience des inacceptables conséquences d'un conflit qui devient total. Face à ce constat, les politiques, soutenus par leur population, s'opposent naturellement au retour possible de la guerre et du fascisme.

## **1.2. L'évolution des mentalités après la paix**

Un nouvel ordre mondial, basé sur les valeurs universelles de vie et de liberté, se met donc en place et s'impose progressivement à tous les états. On assiste à la création de l'ONU et de cette charte qui commence par ces mots " *Nous peuples des nations unies (sommes) résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances.*" Les horreurs des deux guerres mondiales ont aussi transformé un discours pacifiste, utopiste et marginal en une revendication de plus en plus forte. Les puissances sont bien obligées d'en tenir compte. Toute nation qui cherche désormais l'expansion par la conquête territoriale est de suite condamnée par toutes les autres. Tirant les leçons du passé, le politique a donc réduit d'autant le rôle et le pouvoir des élites militaires.

En effet, la crainte de ne plus contrôler une montée de la violence, et la vision possible d'une hégémonie a incité naturellement le politique à suivre de près les engagements militaires. L'objectif prioritaire est désormais le silence des armes et la paix. Les interventions des dernières décennies ont donc pris trois aspects: maintien de la paix, restauration de la paix, ou mission humanitaire. Aujourd'hui, l'intervention extérieure doit également être justifiée par une résolution de l'ONU, organe supra national, qui permet aux forces militaires d'être engagées dans le cadre de la prévention des conflits ouverts.

Dans le cadre de ces interventions et compte tenu des objectifs à atteindre, il est souvent difficile d'établir une séparation claire entre crise et conflit et entre action diplomatique et militaire. Nombreux sont les exemples d'actions diplomatiques ( économiques et culturelles) et militaires combinées, et de situations où les parties poursuivent les combats tout en négociant. En Angola et en Bosnie, ce fut le cas. Les actions conjointes ne doivent pas se neutraliser voire s'opposer, c'est la raison pour laquelle le rapprochement politico-militaire est important.

Ce lien étroit entre politique et militaire est facilité par le progrès technique qui permet de doter les autorités concernées de moyens de communication efficaces. Ce progrès technique résulte pour l'essentiel des technologies modernes d'acquisition et de traitement de l'information. Ces dernières autorisent une transmission rapide du renseignement de situation et la possibilité d'être simplement en relation directe avec l'autorité de décision (téléphone, satellites). Avec le transfert d'image et les transmissions par satellites, le théâtre d'opération est transporté virtuellement au niveau du décideur à des milliers de kilomètres et ils donnent au responsable politique la faculté de disposer d'un maximum d'informations et de pouvoir intervenir dans l'action à tous les niveaux de la hiérarchie très facilement. Il devient donc naturel et aisé pour le politique de converser avec le militaire sur le terrain. Dans ces conditions, les rôles des uns et des autres sont étroitement liés et ce lien est facilité par les performances de la technique.

On voit bien que l'histoire a favorisé le rapprochement du politique et du militaire. En outre, les règles supranationales, conséquences des guerres précédentes, s'imposent désormais à tous les états et incitent le politique à s'impliquer davantage dans les affaires militaires. Cette tendance s'étend également à la stratégie générale militaire.

## **2. LA SITUATION DE NOS JOURS**

---

### **2.1. Le contexte**

De nos jours, la liberté d'action pour le règlement des conflits est limitée, à cause des répercussions internationales que son développement pourrait avoir. Plus cette marge est étroite, plus son exploitation se révèle importante, plus les procédés employés dans ce but doivent être nuancés. Or celle-ci repose presque entièrement sur des facteurs

extérieurs à la zone d'action: appréciation de la valeur de la dissuasion nucléaire, appréciation des relations internationales du théâtre, des possibilités morales de l'adversaire potentiel, de l'opinion publique de son propre pays.

En outre des valeurs universelles de paix, de liberté et de bien être se développent dans le monde, et coïncident avec la chute du communisme et la fin de la guerre froide. L'idée générale est à la démilitarisation et à la réduction du format des armées. Tous les états suivent donc cette logique au risque de se trouver au ban des nations. L'état français ne peut déroger à la règle et entame aujourd'hui; une grande réforme qui vise d'une part à professionnaliser nos armées et d'autre part à réduire nos forces pour tenter de les adapter aux missions nouvelles et à une défense européenne partagée. Cette réforme intervient après une première loi de programmation définie sous le gouvernement BALLADUR et fait suite au discours de madame CRESSON ( premier ministre) à l' IHEDN en 92. Elle disait " *chacun a conscience aujourd'hui qu'une politique de sécurité doit intégrer le désarmement.* "

Les hommes politiques ont eu le sentiment qu'il devenait nécessaire de faire contrepoids aux décisions d'états-majors ou d'experts fascinés par leur propre domaine et insuffisamment sensibles aux enjeux collatéraux, parfois au détriment des objectifs fixés. Ce contrepoids est illustré par la DAS (Délégation aux Af faires Stratégiques) qui est chargée selon le décret du 16 juin 92 de procéder à toute étude, analyse, synthèse et recherche prospective dans le domaine stratégique intéressant le ministre de la défense. Dirigée par des civils, polytechniciens ou énarques, ses domaines de compétence recouvrent tous les volets de la stratégie générale. Elle réfléchit à l'adaptation du format des armées, à la préparation des unités, au besoin en armement nouveau. Elle mène aussi l'analyse de la situation géopolitique mondiale et conseille le ministre dans le cas d'opérations militaires ponctuelles. Le délégué est le conseiller direct du ministre qui lui accorde une attention toute particulière car les solutions proposées sont toujours basées sur une prise en compte exhaustive des tenants d'une crise.

La stratégie générale militaire subit donc de facto ce contrôle serré par le politique et la vérité première énoncée par Clausewitz perdure donc bien: la dépendance de la stratégie à l'égard du politique est renforcée dans tous les domaines.

## **2.2. Le concept d'emploi des forces nucléaires:**

La stratégie de dissuasion nucléaire repose entièrement sur l'autorité politique, et sur la possibilité qu'il détient d'y avoir recours si la pression devient trop forte.

En effet, la puissance de destruction, massive et instantanée, que procure l'arme nucléaire fait peser sur le monde une menace tellement gigantesque qu'elle rend inconcevable son utilisation sans une adhésion totale du pays. Les décisions relatives à l'arme nucléaire, en terme de stratégie, relèvent donc exclusivement du domaine politique. La primauté du pouvoir présidentiel en matière de défense nucléaire est d'ailleurs définie par le décret du 14 janvier 1964 qui précise que l'ordre

d'engagement des forces aériennes stratégiques est donné par le président de la république. C'est pourquoi la décision d'emploi, le choix de l'objectif et le lancement du vecteur sont naturellement réservés à l'autorité politique. Lorsque J. Chirac a décidé la reprise des essais nucléaires il a exercé son pouvoir suprême. On se souvient de l'opposition engendrée par son discours au parlement de Strasbourg, où il tenta de justifier la reprise de ces essais. Cette décision a eu des conséquences économiques et diplomatiques importantes auprès de pays comme l'Australie et la nouvelle Zélande (contrats d'armement, isolement des diplomates français).

Dans ce cadre l'action militaire a seulement pour but de maintenir la crédibilité du système à son plus haut niveau tout en suivant les directives politiques visant à rendre acceptables les efforts financiers qui y sont consacrés. Le politique n'a ici besoin du militaire que pour sa compétence technique sur le sujet. Il sera chargé de la préparation, de la formation, de l'entretien et de l'amélioration de l'ensemble des forces destinées à mettre éventuellement un jour en oeuvre les systèmes d'arme nucléaires. C'est dans ce domaine que l'imbrication politico-militaire est la plus forte, la stratégie nucléaire est en effet d'essence même purement politique.

### **2.3. L'emploi des forces conventionnelles:**

Le concept d'emploi des forces conventionnelles consiste dans un premier temps à concevoir puis créer des forces, à les mettre en place puis à en assurer le soutien, ceci dans le cadre budgétaire consenti et en respectant le but qu'elles devront atteindre. Dans un deuxième temps, il s'agit de concevoir, préparer et conduire l'emploi de ces forces pour qu'elles atteignent effectivement les buts fixés.

Il apparaît alors que dans la phase de préparation des moyens, comme dans celle d'emploi des forces, de nos jours, le rôle du pouvoir politique devient de plus en plus déterminant. Ceci se retrouve bien évidemment dans la gestion actuelle des crises et des conflits limités, que ce soit dans un cadre d'opération nationale ou sous mandat international.

#### **2.3.1. L'équipement des forces**

Dans ce domaine aussi le militaire a vu son autonomie diminuer considérablement. Aujourd'hui, des impératifs financiers de plus en plus pressants dans des économies nationales en position délicate l'ont réduite à la portion congrue.

Effectivement, l'important demeure l'équilibre interne d'un pays et le social a pris le pas sur les équipements militaires. De plus l'intégration européenne et la satisfaction des critères de MAASTRICHT semblent les objectifs majeurs à atteindre avant ceux de la loi de programmation. Le budget est fixé annuellement mais, durant l'année, des gels réguliers sont opérés. Il est clair que le titre V du budget de la défense est devenue la variable d'ajustement des lois de finances rectificatives. Yves Artru écrit d'ailleurs dans la revue défense nationale " *On a vu, surtout*

en 95 et 96, les budgets d'équipements subir leurs premières amputations trois mois après la publication de la loi de finance. " Des programmes sont alors annulés ou amputés malgré les prévisions des différentes armées. La cohérence que les états-majors avait installée dans leur politique d'équipement est brisée.

Plus récemment, le général Maurice SCHMIDT nous annonce que l'effort consenti dans le domaine nucléaire pendant les années 75-85 n'a pas été relayé dans l'équipement de nos forces armées malgré les objectifs fixés par le livre blanc de 72. Il rajoute " *Une part très importante de nos matériels se trouvait au moment de la guerre du golfe nettement dépassés tant par ceux de nos allies, mais aussi dans certains domaines, celui des chars en particulier, par ceux de nos adversaires.* "

Ces exemples illustrent bien le fait que le politique impose des contraintes budgétaires au militaire et que celui-ci doit faire au mieux avec l'argent qui lui est alloué. La stratégie militaire non nucléaire est donc bien soumise à cette contrainte essentielle au départ.

### **2.3.2.L'engagement des forces et la conduite des opérations**

La pression politique en matière de stratégie générale non nucléaire s'exerce aussi dans le domaine de l'emploi des forces. En effet, avant toute décision d'intervention, le CEMA, pour une situation de crise donnée, proposera des objectifs politico-militaires dont il va débattre en conseil de défense. Le politique fera un choix qui déterminera un mandat de planification. Ce mandat comportera des contraintes de temps, de volume ou d'intensité qui délimiteront bien la stratégie d'emploi de la force lors de son intervention. On assiste ici à une dépossession, en matière d'emploi des forces, du stratège militaire dont les propositions sont souvent rejetées par le politique pour des raisons financières.

Cette mainmise se retrouve aussi dans la stratégie opérative. Dans le cadre de la prévention des conflits ouverts, les armées se trouvent confrontées à un nouveau type d'intervention puisque l'objectif politique n'est plus l'expansion territoriale et l'anéantissement des forces armées mais le rétablissement de la paix et de la souveraineté d'un état. Il ne s'agit plus d'affronter un ennemi en ordre de bataille et d'anéantir son dispositif, mais d'inhiber des volontés d'action, de neutraliser des moyens de toute nature, de faire écran pour protéger des populations. Il s'agit de maintenir au plus bas niveau le degré de violence et donc de se garder de tout risque de montée aux extrêmes. L'objectif étant modifié, la stratégie opérative et les actions menées sur le terrain sont nécessairement d'une autre nature. Il ne s'agit plus de faire la guerre mais de rétablir la paix. Les modes d'actions traditionnels comme détruire ou défendre sont de peu de secours quand il s'agit de contraindre à la négociation ou de permettre à l'agresseur de se retirer sans perdre la face. C'est une action essentiellement politique qui oblige les militaires à s'adapter à des situations nouvelles mais qui surtout lui ôte une marge de manoeuvre vis-à-vis des autorités du pays.

De plus la médiatisation des conflits leur confère un impact très grand sur l'opinion publique dont les hommes politiques sont obligés de tenir compte, en particulier en période électorale. L'histoire est là pour le montrer. Stanley Harlow nous précise dans son livre sur la guerre du vietnam que Lyndon Johnson avait perdu sa popularité pendant la guerre du vietnam: " *quand il entre en fonction, en 63, 80% des américains approuvent sa politique, en 67, 40% des américains le créditent d'un bilan positif survint l'offensive du tet et sa cote tomba en chute libre.* ". Cette expérience a bien sûr marqué des générations d'hommes politiques et explique certains comportements.

Pendant la guerre du golfe les objectifs visés sont le plus souvent militaires et les frappes aériennes sont limitées pour éviter les effets collatéraux. C'est pourquoi les frappes sont dites chirurgicales.

Dans le cadre des missions d'interposition en Bosnie, le général Morillon a souligné combien les blindés ont mis du temps pour arriver sur le terrain car l'ONU, donc le politique, s'opposait à leur mise en place. Le signe politique était trop fort vis à vis de l'opinion publique internationale. Les opinions publiques, relayées par la presse, ont suffisamment critiqué les agressions contre les militaires français. La crise des otages de juin 95 ébranle les opinions publiques, 91% des français approuvent une réponse militaire armée pour leur libération. Il a fallu attendre l'intervention du Président de la République pour effectuer cette opération militaire d'importance; la reprise du pont de VERBANJA. Enfin, en Somalie, lorsque les médias montrent des enfants affamés, l'opinion publique américaine demande l'intervention et celle-ci a lieu. Quand cette même télévision montre le cadavre d'un soldat américain traîné dans la rue, l'opinion publique demande le retrait de l'armée et celui-ci est autorisé. Ces exemples montrent bien que l'opinion publique nationale et internationale poussent le politique à contrôler de près, voire à modifier la stratégie opérative, normalement conduite par le militaire.

### **2.3.3. Les affaires civilo-militaires**

L'action politico- militaire est permanente, et doit s'inscrire dans un processus de reconstruction. Les experts civils des secteurs public et privé sont présents avec les militaires dès le début l'intervention pour suivre et analyser la situation. Ils sont chargés de préparer le politique à faire des choix en fonction des intérêts à court et moyen terme et de positionner la France dans ses créneaux d'excellence. Les experts établissent des devis pour des marchés correspondants à la reconstruction proposent des contrats d'armements, étudient des secteurs où l'investissement serait rentable etc... Dans ces conditions, l'action militaire consiste aussi à faciliter le travail des experts, à rétablir la paix tout en favorisant et préparant la reconstruction du pays en crise.. Dans le cas de la Bosnie, l'ambassadeur français et le représentant de l'ONU sur le terrain organisent les actions civilo-militaires.

Aux Etats-Unis, ce domaine relève du bureau J9 en état-major et du CIMIC au sein du DOD. En Grande- Bretagne, il s'agit du G5 et du civil

affaires. En France, depuis 96, le ministère de la défense a signé avec les chambres de commerce et d'industrie, les unions patronales, les entreprises et des collectivités locales, des conventions de partenariat. Celles-ci permettent à des réservistes volontaires de proposer leur expertise et de participer à des missions économiques de haut niveau et de courte durée dans ces pays en crise. Ils seront en fait des têtes chercheuses de marchés potentiels qui devront déceler des sources d'investissements pour des groupes français dans une action globale coordonnée par les diplomates chargés de la crise.

Ce champ d'activité lié à la gestion des conflits définit des objectifs nouveaux qui ne relèvent pas de la compétence des militaires. Sans aller jusqu'à dire que les cibles qu'ils détruiront seront fonction des carnets de commandes des entreprises nationales, il apparaît cependant que les militaires doivent adapter leur comportement aux règles nouvelles de la guerre économique.

### **3. UNE NECESSAIRE ADAPTATION DES ARMEES:**

---

Une récente conférence d'un officier supérieur de l'état-major des armées a récemment stigmatisé la perte de crédibilité des responsables militaires français aux yeux des décideurs politiques. Il nous a en effet expliqué que le premier mode d'action proposé au ministre de la défense pour une opération d'évacuation de ressortissants d'un pays d'Afrique, comportait l'envoi de 1200 aviateurs et du matériel associé. Le plan retenu, et exécuté avec succès, incluait finalement la participation de 9 (neuf) militaires de l'Armée de l'air française ! Comment ne pas comprendre que les hommes politiques s'amuse des guerres de clochers qui sont le quotidien des états-majors interarmées? Peut on imaginer garder une certaine crédibilité à leurs yeux après de telles démonstrations?

M Alventosa, directeur des services financiers auprès du ministre de la défense, nous a fait part de sa difficulté à obtenir des réponses claires lorsqu'il interrogeait les états-majors sur l'influence d'une diminution de 8 milliards de francs du budget de la défense. Les réponses ne sont sûrement pas faciles à donner, il y va pourtant de la sauvegarde de notre outil de défense et, dans une certaine mesure, de l'indépendance de la France.

Partant du principe vaniteux que les militaires ne sont pas moins capables que les autres fonctionnaires, c'est donc que le recrutement des cadres supérieurs des forces armées et les structures des états-majors ne sont plus adaptés au contexte nouveau.

#### **3.1. Adapter les structures**

Les exemples cités plus haut illustrent parfaitement le fossé d'incompréhension qui existe entre les milieux d'experts. Les opérationnels purs ne peuvent et ne pourront jamais s'entendre avec

des financiers; pour ne prendre que cet exemple. En revanche il faudra toujours des intermédiaires généralistes qui seront à même de comprendre les experts des deux bords pour traduire les impératifs de chacun. Les officiers d'état-major tels que nous les connaissons aujourd'hui, pourraient tout à fait remplir ce rôle. Mais ces mêmes officiers ne peuvent pas assurer la gestion des armées tout en réfléchissant sereinement aux destinées de celles-ci. Contrairement à ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique il n'existe pas dans les états-majors français de réservoir de pensée stratégique. La création de telles structures, où les officiers seraient dégagés des contingences de gestion, leur permettrait de réfléchir à la nécessaire évolution des armées dans le contexte économique et diplomatique nouveau.

Une réflexion stratégique est menée aujourd'hui au sein de la DAS, quelques officiers détachés y apportent leur compétence. Mais aucun organisme purement militaire ne se consacre à cent pour cent à la réorganisation des structures. C'est d'autant plus étonnant que la réforme qui nous est imposée constitue un bouleversement énorme de nos institutions. Elle va conditionner la bonne marche de l'outil de défense français pour les cinquante, voire cent, prochaines années. Réussir cette transformation c'est prendre une option décisive pour le prochain siècle. Il est donc absolument primordial d'y consacrer le personnel nécessaire quitte à mettre en sommeil, ou déléguer aux états-majors organiques, certains volets de l'activité des bureaux des administrations centrales. Si un organisme similaire était créé au sein des armées, il serait un interlocuteur de la DAS pour les affaires purement militaires et pourrait devenir l'organisme conseiller des chefs d'états-majors. En outre il pourrait produire une analyse objective des lacunes de fonctionnement des armées, des propositions d'évolutions et les moyens à accorder : en quelque sorte, un audit interne. Un travail de ce type ne pourrait que rehausser l'image de marque du militaire chez les hommes politiques, en nous faisant gagner quelques degrés de la crédibilité qui nous font défaut. Nous vivons une période cruciale de l'appareil de défense. Pour arriver à maîtriser notre avenir, il faut donner la preuve à ceux qui nous gouverne, que nous en avons les capacités.

### **3.2. Adapter le recrutement**

Des domaines comme les finances ou la communication, sont aujourd'hui exclusivement réservés à des experts. C'est un lieu commun que d'affirmer que les armées doivent apprendre à mieux communiquer; la grande muette est une image d'Epinal qui a beaucoup jauni. Savoir expliquer en des termes qui parlent nettement aux fonctionnaires de Bercy les exigences d'un service est un art qui requiert une formation adaptée. Pourtant, dans les armées, les officiers affectés dans des postes traitant de ces sujets n'ont en général aucune formation particulière, si ce n'est le vernis que fournit l'enseignement militaire supérieur. Ils subissent donc un apprentissage sur le tas. Attendu que les affectations dans un poste d'état-major dépassent rarement trois années, le rendement des officiers n'est pas optimisé. Pourquoi ne pas

créer, pour ces domaines particuliers, des pôles d'experts militaires? Et pourquoi dès lors ne pas les recruter sur concours après qu'ils aient eu une expérience professionnelle? Il est certain que pour obtenir des candidatures valables il faut être en mesure de promettre des avantages adaptés. Des modifications de statuts sont peut-être nécessaires, mais à l'époque où les armées se lancent dans une grande réforme interne, pourquoi ne pas en profiter pour intégrer aussi ces changements? Le jeu en vaut sûrement la chandelle!

## Conclusion

Après avoir étudié l'évolution des rapports entre militaires et hommes politiques, nous avons vu qu'après une période où une grande autonomie était laissée au militaire, nous sommes entrés dans une ère de liberté fort surveillée.

De nos jours tout rentre dans le domaine de la politique. La préparation des armées, la dotation des unités en matériel induit un tel investissement pour la nation que cela intéresse directement les décideurs politiques. Les opérations militaires sur théâtre extérieur sont aujourd'hui tellement médiatisées et coûtent si chers qu'elles relèvent aussi du domaine de compétence de la politique. Les opérations elles-mêmes, grâce aux technologies nouvelles de transmission de l'image ou les moyens de communication, sont tellement proches des dirigeants que leur conduite les mobilisent aussi. Tous ces volets de la stratégie sont donc aujourd'hui totalement entre les mains des décideurs politique. Que reste-t-il aux chefs militaires en matière de stratégie?

Bien des exemples prouvent aujourd'hui que le militaire n'a plus d'audience auprès des politiques, soit par manque de crédibilité des réponses qu'il donne aux questions qui lui sont posées, soit parce que sa vision du monde est trop partielle. Pourtant comme disait Clémenceau, "le dernier quart d'heure sera le nôtre", et la façon de vivre ce quart d'heure, d'y survivre aussi, dépend totalement de toute la phase stratégique qui le précède. A l'heure d'un profond bouleversement des institutions militaires, il devient crucial de donner aux armées les moyens de reprendre les commandes stratégiques de leur avenir.

## BIBLIOGRAPHIE:

- \* Relations internationales stratégiques n°3 / 1991
- \* Stratégie (réflexion et variation ) - Amiral LABOUERIE
- \* La politique d'intervention dans les conflits - rapport d'information n° 1950 de l'assemblée nationale
- \* La politique de défense de la France - FEDN
- \* Stratégie théorique II - Général Lucien POIRIER
- \* La crise des fondements - Général Lucien POIRIER
- \* La transformation de la guerre - Général COLIN